

II. La décennie 1980 : la France dans la nouvelle guerre froide

Présidence : Jean-Louis Gergorin

Intervenants :
Marie Mendras
François Heisbourg

Jean-Louis GERGORIN (*Directeur du CAP 1979-1984, Vice-Président d'EADS*)

C'est un plaisir de se retrouver ici. Dans ma vie professionnelle j'ai eu deux grandes expériences exaltantes qui ont été la création et le développement du Centre d'Analyse et de Prévision et la seconde qui a été le privilège de travailler pendant près de 20 ans à côté de Jean-Luc Lagardère.

Alors dans cette deuxième expérience, il y a une chose, parmi les multiples choses que Jean-Luc m'a apprises, c'est de toujours regarder vers l'avenir. Je pense que j'essayais de le faire avant d'ailleurs, et non pas vers le passé. Donc je ne vais pas passer beaucoup de temps à vous parler du Centre d'Analyse et de Prévision et de mon expérience sauf pour vous dire que c'est quelque chose qui a été extraordinaire et qui l'est toujours pour moi. Je crois profondément en la vertu du Centre d'Analyse et de Prévision. Je voudrais juste sur un point, avec toute l'amitié que j'ai pour Thierry, faire un très léger amendement sur l'aspect un petit peu conflictuel que Thierry évoquait des relations au départ entre le Centre d'Analyse et de Prévision et, je dirai, les hauts fonctionnaires du Département.

Je voudrais, tout d'abord, faire la distinction entre l'aspect institutionnel : d'une façon très légitime les responsables du Département se sont inquiétés de la façon dont cette structure a été

annoncée, établie ; le secret le plus absolu que Michel Jobert avait imposé au départ à la diffusion de nos notes, et cela pour nous protéger mais aussi un peu pour titiller les responsables des directions et du Secrétariat général. Tout ceci effectivement n'a pas facilité les choses.

Il y avait en plus un côté ludique chez Michel Jobert que tous ceux d'entre nous qui l'ont connu se remémorent. Et cela l'amusait de mettre un petit peu de poivre dans les relations entre le Centre d'Analyse et de Prévision et les directions.

Mais je voudrais dire que dès le départ, et je le dis d'autant plus que dès juillet 73, vous savez que le Centre d'Analyse et de Prévision a à la fois trente et un ans d'existence réelle et trente ans d'existence officielle puisque l'arrêté qui l'a créé a été publié de façon rétroactive juste après la mort de Georges Pompidou et que dès le départ, nous avons été accueillis avec beaucoup de courtoisie, beaucoup de sens du dialogue par les responsables. Je ne dis pas cela à des fins pour plaire à X, Y ou Z, mais parce que cela correspond à la réalité, que certains d'entre eux en particulier dès le départ ont manifesté un très grand intérêt pour notre expérience. Je pense en particulier à Emmanuel de Margerie, et à Jacques Andréani qui ont été des soutiens extrêmement actifs alors que nous démarrions, à François Bujon de l'Estang.

Finalement, je pense que le Centre d'Analyse et de Prévision a réussi son intégration dans cette maison. Et d'ailleurs, il n'y a pas de miracle : s'il ne l'avait pas réussi, et bien le Centre d'Analyse et de Prévision n'existerait plus et c'est parce que les diplomates du Quai d'Orsay, les responsables, les directeurs, les ambassadeurs ont accepté le Centre d'Analyse et de Prévision. Le Centre d'Analyse et de Prévision a su sous ses responsables successifs se faire accepter, il existe toujours. Autrement il aurait été aussi éphémère que bien d'autres administrations, de missions qui ont disparu dans l'histoire administrative française. C'est une petite précision que je tenais à apporter.

Alors sur le sujet qui est le nôtre, cet après-midi, je voudrai l'introduire brièvement en disant, toujours dans une perspective

actuelle tournée vers l'avenir, ce qu'évoque cette dernière décennie, ce dernier flux de la guerre froide qui, en fait, a commencé en décembre 1979 avec l'invasion de l'Afghanistan. Elle a mis fin à ce qu'on avait appelé les illusions de la détente, avec un certain effet retard, à Paris et à Bonn, comme vous vous en souvenez et qui a conduit finalement à une tension extraordinaire au début des années 80.

Cette tension s'est manifestée par la crise des euro-missiles, par une méfiance et une paranoïa accrues des deux côtés, avec une violence dans la rhétorique avec l'expression « empire du mal » qui est apparue, avec l'extension des domaines qui avaient été épargnés, en tout cas qui avaient disparu de la confrontation Est-Ouest dans la détente comme les pressions économiques à travers la limitation sur les transferts de technologie et la politique, disons, de normalisation, le retour à des normes de marché pour des crédits qui jusqu'alors étaient plutôt des crédits de subvention qui étaient accordés à l'Union soviétique, toute la compétition technologique lancée, relancée avec la guerre des étoiles dans le domaine de la défense, augmentation du budget de la défense très importante aux Etats-Unis et le développement de techniques de contre guérilla par les Etats-Unis avec application concrète de soutien aux différentes guérillas anti-communistes ou anti-soviétiques ou anti mouvements pro soviétiques en Afghanistan, en Ethiopie, en Angola et au Nicaragua. Le soutien à l'intégrisme islamique extrêmement fort sur lequel il y a évidemment des conséquences non totalement négligeables aujourd'hui.

Tout ceci en fait une période extrêmement intéressante. C'est une période de violence, une période d'affrontements. On sait maintenant par les transfuges, notamment par Gordievski, que les Soviétiques, la direction politique, (le Politburo, Brejnev et Andropov), se sont demandé sérieusement si les Etats-Unis ne préparaient pas une première frappe, et avaient même demandé au KGB, au GRU, de se préparer à identifier les signes précurseurs d'une telle première frappe. Et ce climat a d'ailleurs conduit à des incidents très graves comme la fameuse destruction de l'avion de la Korean Airlines (du KAL 007) par la défense aérienne soviétique.

Donc, tout ceci en fait une période effectivement passionnante, mais qui a une autre conséquence qui se manifeste actuellement. C'est le fait que la stratégie de confrontation avec l'Union soviétique, qui a été définie, mise en place et effectivement mise en œuvre par l'administration Reagan, était en fait le fruit d'un mouvement intellectuel né dans les années 70 et qui depuis a fait « florès » et dont on parle beaucoup actuellement.

Ce que nous appelons maintenant les néo-conservateurs et qui est né dans une faction du parti démocrate, faction d'intellectuels et de staffers qui étaient proches du sénateur de l'Etat de Washington Henry (Scoop) Jackson, qui s'opposait à la détente, donc qui était une critique démocrate de la politique de Kissinger. Non pas une critique conservatrice traditionnelle anticommuniste mais une critique sur un double thème. Sur le plan militaire, la détente était une illusion et l'Union soviétique en profitait pour se renforcer, les accords de limitation des armements, les accords SALT, en particulier, étaient un leurre que l'Union soviétique violait ou contournait, que l'Union soviétique utilisait la détente pour se renforcer sur le plan économique et technologique et pour déstabiliser un certain nombre de pays du Tiers monde par son action subversive au soutien des mouvements communistes locaux ou para communistes. Donc toute cette critique et surtout, *last but not least*, sur le plan politique que la situation des droits de l'Homme en Union soviétique et notamment celle de la communauté juive en Union soviétique ne bénéficie en aucune façon de la détente et ce qui fait, comme vous le savez, que la première manifestation de ce courant qui allait devenir le courant néo-conservateur, a été en 1974, l'adoption de l'amendement Jackson, liant l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée à l'Union soviétique à la libéralisation de l'immigration des Juifs soviétiques.

Alors ce qui est intéressant, c'est que ce mouvement s'est créé progressivement par agglomérations successives au cours des années 70 et avec des contributions de stratèges comme Albert Wohlstetter, comme la plupart des gens de la Rand, de l'administration Kennedy et de Mc Namara, et qui ont tous évolué, progressivement, vers le parti républicain avec des intellectuels tout à fait intellectuels qui ne sont pas spécialistes de politique étrangère et de défense comme Irving

Kristol qui fonde à ce moment là la revue intellectuelle juive « Commentary » mais qui est ouverte, évidemment totalement non confessionnelle, qui est une revue de sciences politiques mais à l'origine est un centre d'intellectuels juifs et qui s'affirme comme tel. Vous avez Norman Podhoretz dans le même esprit et puis vous avez les staffers comme Richard Perle qui est au Congrès, l'assistant pour la politique étrangère du sénateur Jackson et puis de très jeunes analystes de défense comme Paul Wolfowitz, élève d'Albert Wohlstetter, qui faisait ses premiers armes. A l'époque, il était à l'Arms Control Agency.

Donc tout ce mouvement se développe énormément dans les années 75-80. Il faut dire que le Centre d'Analyse et de Prévision a d'ailleurs suivi tout ceci de très près. Un certain nombre d'anciens qui sont là, sont allés, comment dirai-je, en éclaireurs, allés regarder ce qui se passait. Je pense, en particulier, à Marc de Brichambaut qui est allé à la Rand, à la Brookings dès 1976 et à un moment où l'on ne parlait pas encore de Network Centric Warfare. Mais c'était les grands-pères, les grands-pères si l'on peut dire des PGM (Precision Guided Munitions). C'était l'arrivée de la précision, c'était le début des missiles de croisière, etc. Et donc on a vu un petit peu ce qui se passait. J'ai moi-même participé à une structure qui était absolument passionnante rétrospectivement qui avait été créée par Albert Wohlstetter. Il y a un autre ancien qui est aussi présent parmi tous les anciens, enfin Marc y a été, mais Pierre Hassner a été quasiment un des membres fondateurs où on avait donc Albert Wohlstetter mais aussi Paul Wolfowitz, Richard Perle, le général Haig qui est venu aussi. C'est toute l'origine un petit peu de ce courant.

Donc ces gens là sont arrivés au pouvoir. D'ailleurs, après avoir comme d'habitude écrit à l'avance, comme on le fait aux Etats-Unis, leur programme, ils avaient d'abord créé une structure qui était Committee on the Present Danger, qui était une structure créée en 1976, partisane sur le danger soviétique. Et ils ont écrit dans l'année qui a précédé l'élection, paru en janvier 80, donc effectivement il y a exactement 24 ans, une sorte de manifeste, dont le titre est hautement significatif « From Weakness to Strength ». J'espère, je sais qu'il y en avait au moins deux exemplaires et autant au CAP, j'espère qu'il en

existe encore à la bibliothèque du CAP. C'est un ouvrage extraordinaire à relire maintenant pour le contenu et surtout pour les auteurs, parce que c'est une sorte d'annuaire des néo-conservateurs. Ce qui est intéressant, c'est que ces gens-là, une fois arrivés au pouvoir, ont fait quelque chose qui est assez inhabituel chez les politiques, mais en revanche qui est assez habituel chez les idéologues (ce qui prouve qu'ils ne sont pas des politiques mais des idéologues) c'est-à-dire de mettre en œuvre leurs idées et, ce qui est très intéressant, ils se sont trouvés en général à des positions qui n'étaient pas des positions centrales. Ils étaient dans l'administration Reagan au niveau N-2 par rapport au Ministre, je dirai N-3 par rapport au Président. Le Président, le Secrétaire à la Défense, par exemple, Richard Perle n'était pas *Deputy Secretary* ou même *Under Secretary*, il était *Assistant Secretary for International Security Affairs*.

Paul Wolfowitz était paradoxalement plus élevé dans la hiérarchie, parce qu'il était au niveau N-1 au State Department car il était mon homologue comme directeur du Policy Planning.

Et ensuite, il est passé, il est devenu assez rapidement ambassadeur. Mais ils ont profondément marqué la stratégie qui a été appliquée puisque toutes les grandes idées de l'administration Reagan qui ont été mises en œuvre, à savoir aussi bien le durcissement, la guerre économique pour l'appeler par son nom, technologique contre l'Union soviétique destinée à affaiblir l'économie soviétique et la faire implorer, ce qui est un concept rationnel.

Il faut savoir qu'un certain nombre d'économistes proches des néo-conservateurs ou néo-conservateurs eux-mêmes, je pense à Harry Rowen, avaient analysé de façon extrêmement intéressante dès 1979-1980 les faiblesses de l'Union soviétique, de l'économie soviétique. Ils étaient très largement sous estimés en Occident et donc l'idée c'était bien de mettre la machine sous pression de façon à ce qu'elle explose et ils étaient parfaitement conscients, d'où à la fois la limitation des transferts de technologie, avec toutes les crises transatlantiques qu'il y a eu sur le gazoduc, etc. D'où un point qui à mon avis a joué un rôle très important, c'est la fin des crédits subventionnés. Vous vous souvenez, au nom de la détente on

accordait des crédits à 7,5% à l'Union soviétique à l'époque où l'inflation était à 9%, ce qui était quand même paradoxal. Donc tout ceci a explosé après le sommet de Versailles, dans un cadre OCDE.

Et puis troisièmement évidemment l'augmentation extraordinaire du budget de la défense américain avec en particulier l'annonce de la défense anti-missile. La fameuse guerre des étoiles, la *Strategic Defense Initiative*. Celle-ci n'a pas été tellement traduite dans les faits mais a eu un effet psychologique très important sur la psychologie soviétique en leur donnant le sentiment qu'ils allaient perdre leurs capacités, leur sanctuarisation et leurs capacités de frappe en second.

Et puis, sur le terrain, la contre guérilla, qui s'est manifestée essentiellement en Afghanistan avec l'autorisation de livrer des Stinger à la résistance afghane mais aussi en Ethiopie, en Angola et évidemment avec l'affaire, avec toutes ses ramifications, des « contras ». Donc tout ceci a donné le sentiment, et je peux vous dire connaissant bien certains des protagonistes notamment Richard Perle, cela leur a donné un sentiment d'avoir eu profondément raison, et d'avoir été les vrais vainqueurs de la guerre froide.

Et je crois qu'il faut se rendre compte que cette équipe, à la fois leurs inspireurs intellectuels comme Kristol, Podhoretz et ceux qui ont véritablement traduit la pensée en action comme Perle et Wolfowitz, ont eu le sentiment très profond d'avoir changé le cours de l'histoire Et que si la stratégie américaine avait continué d'être menée soit par les multilatéralistes wilsoniens traditionnels à la Truman, Kennedy, Johnson, soit par les adeptes de *Realpolitik* traditionnels au parti républicain que ce soit une *Realpolitik* un peu simpliste, Eisenhower, Foster Dulles, ou sophistiquée avec Kissinger, eh bien l'Union soviétique aurait pu durer encore des dizaines d'années. Ils en sont profondément convaincus, et ils sont convaincus qu'en adoptant une attitude révolutionnaire et en arrivant au pouvoir en 81, avec l'idée « nous on n'est pas simplement là pour faire du *containment* mais on est là pour provoquer l'effondrement du système soviétique »...

En tout cas ils ne le pensaient pas aussi rapide mais c'était bien leur intention de le provoquer dans la stratégie offensive, ils sont convaincus qu'ils ont changé le cours de l'histoire. Et en plus, ils ont été profondément frustrés parce qu'il se trouve que pour des raisons à la fois de carrière et d'évolution d'enfants allant en faculté, etc. ils ont tous quitté l'administration Reagan vers la fin des années 80 quand en plus Bush n'était pas leur homme. Bush père, avec son côté libéral para-kissingérien sur le plan idéologique et Scowcroft, toute cette équipe là donc, c'est Bush, George Bush senior, qui a récolté tout le fruit de leur action, donc très grande frustration. C'est très important ce sentiment de gens - qu'on les aime ou qu'on ne les aime pas, profondément doués, à la fois manipulateurs, idéologiques, cohérents - qui ont eu le sentiment d'avoir changé le cours de l'histoire et de ne pas avoir vu leur rôle reconnu, puisqu'ils avaient quitté les fonctions qui n'étaient d'ailleurs que N-3 comme je le disais, qu'ils occupaient à la fin de l'administration Reagan. C'est George Bush et Scowcroft et Baker qui ont récolté le fruit de leur action dans leur esprit, eux étant complètement ignorés et qu'ensuite il y a eu ce « cochon » de Clinton.

C'est pourquoi ils sont arrivés avec un grand sentiment de frustration. Ils ont joué politiquement de façon très intelligente sur G. W. Bush, qui, disons, les a environnés pendant qu'il se préparait à devenir Président. Et ils sont repartis avec une seule idée. Vous savez, nous sommes tous prisonniers de nos premières expériences. Et leur idée c'était de refaire ce qu'ils avaient fait. Donc refaire une sorte de grande pulsation de guerre froide, une nouvelle guerre froide. « War against whom? » Et au départ, il faut dire qu'ils n'avaient que deux grands ennemis, il suffit de dire, parce qu'ils ont refait la même chose dans les années 90, ce qu'ils avaient fait dans les années 70, vingt ans après cela ressemble vraiment à Alexandre Dumas. Donc vingt ans après, ils ont fait la même chose, ils ont créé l'équivalent Committee on the Present Danger, qui s'appelle, j'ai un trou de mémoire, Project for a New American Century et ils ont envoyé des manifestes, et puis ils sont arrivés avec deux grands ennemis, Saddam Hussein et la Chine.

L'Irak et la Chine. Il n'y a pas du tout de terrorisme islamique et puis une politique dite de « benign neglect answers » au Moyen-

Orient qui revenait à laisser faire Sharon. Et ils ont été légèrement surpris, il faut quand même le dire, par le 11 septembre, et ensuite littéralement, comme c'est tout à fait révélé dans toute une série de livres qui ont été publiés récemment et tous les auteurs convergent, y compris le plus objectif, le moins partisan qu'est Woodward, sur le fait qu'une semaine après le 11 septembre à Camp David, Wolfowitz a proposé d'attaquer l'Irak en priorité. Et il s'est fait sortir, tenez vous bien, par Rumsfeld. Par son patron direct, qui avait trouvé que c'était absurde, qu'il fallait commencer par l'Afghanistan parce que c'est quand même de là que c'était parti. Donc, c'est très important si vous voulez cette espèce, ce rôle de ce tout petit groupe non élu mais extrêmement bien organisé.

D'autre part, ce qui est intéressant aussi, c'est qu'ils ont un grand sens de l'opportunisme stratégique. Ils s'étaient plantés dans la définition du nouvel ennemi, l'Irak, d'accord mais ce n'est quand même pas un ennemi durable. La Chine, on ne pouvait pas à la fois se battre contre la Chine et les islamistes. Ils ont compris qu'il était hors de question de se battre contre la Chine, et certains d'entre eux ont même eu envie d'en redécoudre avec la Russie. Ils sont repartis tout de suite sur un vrai ennemi à leur mesure qui, en plus, comme l'Union soviétique, avait l'avantage d'être un ennemi de longue durée, parce qu'évidemment un conflit, un grand conflit majeur, durable, global, répondait bien à leurs inspirations inconscientes de refaire la guerre froide et de refaire la fin de la guerre froide. Et cela a été le terrorisme islamique.

D'où l'idée de la guerre contre le terrorisme. Ils ont peut-être raison d'ailleurs, mais ce qui est intéressant c'est de comprendre leur position. Ils l'appellent la quatrième guerre mondiale, parce que dans leur esprit la troisième guerre mondiale c'est la guerre froide, celle à la conclusion de laquelle ils pensent avoir contribué victorieusement. Et la quatrième guerre mondiale qui est là pour des dizaines d'années où l'Amérique est le phare de la liberté c'est la guerre « War against Terror », la terreur parce qu'en plus, ils montrent très bien où est le bien, où est le mal.

Et la question, c'est effectivement de savoir dans quelle mesure sert l'expérience de la guerre froide ?

Il y a deux questions qui se posent à ce parallèle. Je les pose avant de laisser la parole à nos interlocuteurs, oh combien compétents ! La première, c'est que peut-on dire de cette histoire qui est quand même assez étonnante dans l'histoire diplomatique d'un tout petit groupe d'hommes qui sont non élus, non politiques mais qui ont des affinités intellectuelles idéologiques et qui, à 20 ans d'intervalle, influencent profondément la politique étrangère de leur pays ? C'est quand même extrêmement intéressant comme phénomène. Et deuxième question, entre la guerre froide et la « War against Terror », quels sont les parallèles et les différences ? C'est un autre sujet à mon avis et comme la confrontation avec le terrorisme islamique, à mon avis, c'est quelque chose qui va nous occuper quelque temps, c'est un très beau sujet pour le Centre d'Analyse et de Prévision et c'est pour cela que je vous le propose comme sujet d'avenir.

Marie MENDRAS (*Chargée de recherche au CNRS, CERI*)

Je suis la première chercheuse et universitaire à prendre la parole et je voudrais dire à quel point les chercheurs qui ont travaillé, qui travaillent pour le Centre d'Analyse et de Prévision, ont toujours beaucoup appris au CAP, beaucoup reçu du CAP et tout particulièrement ceux du Centre d'Etudes et de Recherches Internationales de Sciences-Po qui sont ici aujourd'hui.

Jean-Louis Gergorin avait dit, je ne parlerai pas du passé : il n'a parlé que du passé, les années 80, mais il a oublié de parler d'une note formidable du CAP, si je ne me trompe pas de 1983, sur les conservateurs qui entouraient Reagan, et qui prévoyait que ces gens là pouvaient devenir très influents et dangereux dans un autre contexte. En feuilletant un certain nombre de notes des années 80, j'ai été frappée par cette capacité de lecture prospective des événements.

Le petit mot de nostalgie est quand même, puisque que nous fêtons les 30 ans du CAP, d'en faire l'éloge. Et comme je ne suis ni ancien directeur du CAP ni diplomate, je pense que je peux le faire sans aucun complexe. L'éloge d'une institution qui, à mon avis, a été au-delà de ce qui lui avait été demandé et ce qui continue à lui être demandé, parce qu'elle a joué, et on le voit d'autant mieux rétrospectivement, un rôle intellectuel inestimable. Un rôle que d'autres institutions et, notamment les institutions de recherche ou d'expertise ne pouvaient pas jouer de la même manière. Quand on repense au travail de ces années 1980, la nostalgie est là, tout simplement parce que nous étions tous beaucoup plus jeunes.

Il y a une question que l'on me pose souvent sur la Russie : pourquoi les Russes sont-ils nostalgiques ? Et la réponse que je peux vous donner, car c'est toujours la réponse que les Russes me donnent quand ils y réfléchissent, est qu'ils ne sont pas nostalgiques de l'empire ou des pénuries soviétiques ou d'un régime policier, ils sont nostalgiques de leur jeunesse, des années où ils étaient un peu moins vieux qu'aujourd'hui, de l'insouciance d'une période où il y avait peut-être moins de responsabilités pour eux mais surtout où ils avaient 20 ou 30 ans de moins. Donc la nostalgie des Russes s'exprime quand on leur demande aujourd'hui : « comment c'était pour vous, il y a 20 ans ? » et qu'ils vous parlent de comment c'était quand ils avaient non pas 40 ans mais 20 ans, non pas 60 ans mais 40 ans.

Quand Jean-Louis est venu me chercher à Harvard, il était évident que, sur l'Est et l'URSS, l'essentiel, dans le début des années 80, c'était d'avoir des idées. On se rend compte maintenant à quel point on connaissait mal ces pays. On les a beaucoup découverts après, quand on a pu voyager là-bas, visiter des usines de RDA, et voir qu'elles n'étaient pas aussi performantes qu'on l'imaginait, aller dans les provinces russes qui étaient absolument inaccessibles pour les soviétologues à l'époque. Donc si on voulait au fond réfléchir à l'évolution de cette région du monde, de ces sociétés, de ces régimes politiques, il fallait oser imaginer au-delà du réel, saisir des événements, essayer de les interpréter et voir ce que l'on pouvait proposer.

Il est évident que Jean-Louis Gergorin, Philippe Coste après lui, et toute la structure du Quai d'Orsay dans les années 80, étaient véritablement en demande d'idées et de propositions à une période qui était, si on prend le début des années 80, vraiment une période charnière parce qu'on avait l'impression que le meilleur et le pire étaient possibles.

Un jour, c'était le pessimisme total, les SS-20, les Pershing, le monde allait s'écrouler. Et puis un autre jour on regardait ce qui se passait de l'autre côté du rideau de fer, on se disait : quand même ça bouge un petit peu, il va se passer des choses. On vivait une période ambivalente, complexe et porteuse de ruptures.

Le CAP a véritablement innové dans les méthodes d'analyse et aussi dans les concepts qui se construisaient au fil de l'analyse.

Le point de départ essentiel était l'indépendance de l'expert, essentielle pour garder une capacité d'imagination et de propositions.

L'autre force du CAP était de tenter de se placer à l'intérieur des autres sociétés, d'essayer justement de faire travailler des chercheurs, des journalistes, des experts français et étrangers, de comprendre comment, en dehors de Paris, on voyait les choses ; ne plus s'intéresser à la vision française de la Russie mais à la façon dont les Russes, en tout cas les Russes qu'on pouvait rencontrer, ou comment les Polonais qu'on pouvait voir, comprennent les choses.

Le troisième socle, c'est la multidisciplinarité, c'est-à-dire avoir été capable de comprendre un problème international ou régional en intégrant des aspects économiques, démographiques, politiques, diplomatiques, sécuritaires et qu'en prendre un tout seul pouvait amener à faire des erreurs profondes. Et puis, des réunions avec des gens très divers à Paris, à l'étranger, des premières réunions avec d'autres CAP européens, CAP soviétique, CAP américain etc. Par exemple, je me souviens très bien des réunions qu'organisait Salomé Zourabichvili sur l'Est et l'avenir de l'URSS où elle réussissait à réunir des journalistes aussi divers que Michel Tatu et Alexandre Adler, ou des historiens aussi différents qu'Hélène Carrère d'Encausse

et Michel Heller. Personne à Paris ne faisait cela. Le CAP était un lieu exceptionnel pour agiter les idées.

Enfin, la méthode d'analyse par excellence du CAP, qu'il faut apprendre absolument à tous nos étudiants, tous ceux qui veulent travailler sur le monde étranger ou sur d'autres thèmes de sciences sociales, c'est la prospective. L'analyse du présent ne prend vraiment de la force et du sens que si l'on se projette vers l'avenir. Si on suit un événement, il faut tout de suite se demander, avant de décortiquer l'événement, est-ce plutôt un épiphénomène, un accident, ou est-ce un des éléments qui montrent le début d'une tendance, une tendance longue ? Et alors commence l'interprétation. L'affaire Ioukos aujourd'hui : est-elle un épiphénomène ou le signe d'une tendance lourde ? C'est le type de question que je me poserais si j'étais au CAP aujourd'hui comme la question qu'on se posait au début des années 80 sur la Pologne. La Pologne 1981, était-ce encore un problème de doctrine de Brejnev, de souveraineté limitée ou était-ce un événement absolument essentiel ? Le CAP a dit et écrit sans relâche, que c'était un événement essentiel. Le dossier CAP sur l'Autre Europe (1984) était novateur.

Jean-Louis GERGORIN

Oui, sur ce point, juste un petit point historique, sans vouloir reparler du passé. Le CAP a fait bingo, je suis d'accord, mais il était divisé. C'est pour cela que je ne suis jamais allé de ma vie au Mexique, parce qu'au moment du coup d'Etat polonais, j'ai dû rentrer de New-York parce qu'entre le directeur-adjoint du CAP et la responsable des affaires soviétiques, Salomé, il y avait un conflit très aigu et que j'ai dû arbitrer, en faveur de Salomé, ce qui ne vous surprendra pas.

Marie MENDRAS

Tu vois, tu ne fais qu'apporter de l'eau à mon moulin. C'était probablement plus novateur à l'époque qu'aujourd'hui. Je crois que ce

qui a été acquis, et a apporté à l'analyse des relations internationales et à la science politique, c'était vraiment, à partir de l'affaire polonaise sur le dialogue entre les sociétés, de dire : mais au fond, on ne peut pas rester à un niveau de travail d'Etat à Etat, les choses sont bloquées, donc on essaye de travailler avec les sociétés ; c'est très difficile mais on essaye, on trouve les interlocuteurs.

Il y avait déjà une réflexion assez poussée sur les questions de souveraineté et d'ingérence. Faire de la prospective implique qu'il faut oser et donc prendre le risque de se tromper. Et cela m'a paru absolument essentiel quand on travaille sur le contemporain en sciences sociales. Au fond, un expert, un observateur ou un chercheur qui ne se trompe jamais, cela veut probablement dire qu'il n'a jamais non plus essayé de proposer une interprétation. On peut se tromper. Si un chef-adjoint et une chargée de mission du CAP peuvent se disputer sur un sujet, c'est bien que le sujet vit, qu'il n'est pas traité de manière uniquement bureaucratique. La perestroïka gorbatchévienne des années 80 a donné lieu à de vives controverses. En France, le débat était révélateur des ambiguïtés de l'époque, du poids de l'héritage des vieilles habitudes, des vieilles obsessions, qui étaient liées à la construction de la guerre froide. On retrouve encore très souvent aujourd'hui cette obsession du découplage Europe/Etats-Unis par Moscou, cette vision dite gaullienne de la Russie : établir une relation avec la Russie quel que soit le régime. On la trouve chez Mitterrand à partir de 1984, après évidemment que les communistes ont quitté le gouvernement.

L'analyse au CAP est partie d'une réflexion sur l'Autre Europe et aussi sur la crise de l'URSS, la crise économique et la crise du régime, c'est-à-dire les successions répétées à la tête du Comité Central. Et s'est imposé à nous un élément neuf : la contrainte extérieure –c'est-à-dire nous, l'Occident- qui allait peser de plus en plus sur Moscou.

Auparavant, le paradigme était celui d'une politique soviétique qui avait son propre format, sa propre dynamique, indépendamment de ce que nous allions faire. Or, la contrainte extérieure, notamment la guerre des étoiles, l'IDS, la guerre technologique, s'imposait de plus

en plus pour pousser les réformes de Gorbatchev dans un sens favorable.

Je parle surtout de la région que je connais, mais toutes les grandes questions qui touchaient à l'avenir du continent européen étaient en débat dans les années 1980, notamment l'avenir de l'Allemagne. Une controverse qui avait fini par me mettre très mal à l'aise vers la fin des années 80 portait sur les mouvements d'indépendance à l'Est ; la position conformiste en France était que les nouvelles petites nations d'Europe et d'URSS allaient être un obstacle à la démocratie.

On a eu une sorte de malentendu extraordinaire à la fin des années 80, porté par le Président Mitterrand lui-même, qui se formulait ainsi : le défi de l'indépendance des petites nations pouvait porter un coup très dur à la modernisation gorbatchévienne et il fallait défendre la modernisation de l'URSS contre les coups de boutoir des Polonais, puis des Lituaniens, des Arméniens et des autres. Je me souviens d'un colloque à Paris intitulé « L'Europe des tribus ». Les petites nations d'Europe étaient donc conceptualisées en tribus. Par exemple, en janvier 1991, quand Gorbatchev a finalement décidé de donner l'assaut à Vilnius et à Riga, contre le parlement et la télévision, le débat était véritablement ouvert.

J'avais été tout à fait soutenue par le CAP pour dire et écrire qu'il fallait défendre les Baltes et dénoncer toute politique de répression. Mais les critiques ont été très nombreuses pour nous dire qu'il fallait soutenir Gorbatchev qui avait des difficultés chez lui et qu'il fallait au contraire encourager les petits peuples à rentrer dans la boîte soviétique. Donc, un vrai débat qui avait rebondi avec la crise yougoslave. Cette hostilité aux indépendances nationales résultait d'une conception erronée selon laquelle les aspirations nationales s'opposent à la démocratisation. Et toujours aussi la prime aux grands pays, la prime à la Russie.

Ceci me conduit à mon dernier point, la critique de la politique française et européenne actuelle vis-à-vis de la Russie, et dont l'orientation ne date pas du 11 septembre 2001. Quelques années

avant, déjà vers 1998-99, on s'était écartés de l'approche des années 80 et 90, approche qui consistait à lier étroitement les progrès de la démocratisation à l'Est aux politiques de coopération menées par les pays européens, par l'OTAN, par les institutions internationales avec ces pays ex-socialistes. Mais ces dernières années, dans la formulation de la politique étrangère, diplomatique et sécuritaire, vis à vis de la Russie, la plupart des pays occidentaux ont choisi de fermer les yeux sur les dérives anti-démocratiques du régime.

Le cas de la Russie est bien évidemment symptomatique. En relisant le chapitre de Daniel Vernet dans le livre de Samy Cohen sur la politique étrangère de Mitterrand, j'ai noté que Daniel rappelait qu'en 1984, quand Mitterrand a fait son premier voyage de Président en URSS, tout le monde l'avait félicité d'avoir défendu Sakharov. Aujourd'hui il est difficile d'accepter que notre Président aille à Moscou ou reçoive le Président russe sans dénoncer la guerre en Tchétchénie ni aborder d'autres sujets qui touchent directement aux libertés et droits de l'Homme en Russie.

Bien entendu, la Russie n'est plus l'ennemi, ce n'est plus le système soviétique ; à l'époque de la guerre froide, il était certainement plus facile, pour nos gouvernements, de se positionner sur la question des droits de l'Homme et même de l'utiliser dans une négociation avec l'URSS. Je ne suis pas convaincue de l'efficacité du choix actuel qui est de maintenir absolument une relation dite de confiance avec les dirigeants russes en se privant d'analyser ce qui se passe en Russie même. C'est une régression par rapport à la demande et à la capacité d'analyse approfondie qu'on nous demandait dans les années 80. Et cela est un constat que je trouve préoccupant et sur lequel il me semble que des propositions pourraient être faites pour mieux anticiper l'avenir.

Jean-Louis GERGORIN

Merci Marie pour cet exposé très complet, qu'en dépit de son apparente focalisation sur les aspects historiques, j'ai en fait trouvé

très actuel et très prospectif. Et donc maintenant je passe le flambeau, comme on dit, à François Heisbourg.

François HEISBOURG (*Membre du CAP 1978-1979, Directeur de la Fondation pour la recherche stratégique*)

Merci beaucoup, je voudrais commencer par une petite anecdote. Quand je suis arrivé au CAP en 1977-78, une des premières choses que m'avait demandée Jean-Louis à l'époque, c'était de former un groupe de travail entre les ressources internes au Quai et les ressources externes et notamment universitaires sur le thème : « Est-ce que l'Arabie Saoudite va tomber entre les mains des islamistes » ? Et j'en tire quelques leçons.

La première, c'est qu'effectivement, le CAP a toujours travaillé dans un spectre très large, ne s'est jamais laissé obnubiler par un seul sujet, même un sujet structurant comme l'était le conflit Est-Ouest à l'époque de la guerre froide.

Deuxièmement, que le CAP savait faire travailler les gens ensemble sur les vrais sujets du moment, puisque c'était peu après les débuts des travaux de ce groupe de travail, que les islamistes avaient effectivement pris le contrôle de la grande mosquée de la Mecque pendant une semaine.

Et troisièmement, le groupe de travail, avait conclu que l'Arabie Saoudite n'allait pas être bouffée par les islamistes de sitôt, ce qui montre aussi que le CAP ne se trompe pas forcément.

J'aimerais être assuré qu'on sait toujours aussi bien faire ça aujourd'hui qu'on le faisait il y a littéralement un quart de siècle, car c'est une façon d'approcher les choses et une façon de travailler que j'ai toujours trouvé exemplaire. Fin de ce petit éloge de la méthode.

Ce que je voudrais faire maintenant, c'est essayer d'expliquer pourquoi cela a si bien marché avec ceux que l'on n'appelait pas encore les néo-conservateurs au début des années 80. Parce que ceci

permet notamment d'appréhender la question que posait Jean-Louis, l'histoire de la « troisième » et de la « quatrième » guerre mondiale.

Parce que c'est vrai que cela a bien marché. Pour ma part, j'étais au ministère de la Défense pendant toute cette période coïncidant avec l'arrivée de François Mitterrand à la Présidence en France qui, elle-même, suivait de très peu l'arrivée de Ronald Reagan, jusqu'au milieu de l'année 1984. Et c'est vrai que nous avons comme interlocuteurs Richard Perle, Paul Wolfowitz, Fred Iklé qui était le patron de Paul Wolfowitz qui allait devenir l'un des grands inspirateurs de l'idéologie néo-con. La vie avec eux était facile et ce n'est pas une reconstruction ex post. Alors pourquoi ?

Primo, leur vision dynamique des relations internationales (ce qui, dans le cas d'espèce, voulait dire dynamique par rapport à l'empire soviétique) était une vision qui n'allait pas à l'encontre de ce que nous percevions à l'époque comme étant notre culture et nos intérêts. En France, était arrivée au pouvoir une équipe qui elle-même était généralement assez jeune, dont le slogan était « changer la vie », -ce qui n'était pas totalement modeste ni humble !- qui quelque part avait sa revanche à prendre par rapport au congrès de Tours (qui avait vu la création du PC au détriment de la SFIO).

De plus, certains membres, dont certains sont présents dans cette salle, avaient été au CAP, avaient été exposés au débat américain, avant de revenir ou de venir aux affaires en mai 1981. En plus il fallait, pour des raisons évidentes de *Realpolitik*, donner des gages aux Américains avec l'arrivée des communistes au sein du gouvernement français. Finalement tout cela tombait très bien. Et s'agissant de gens du CAP qui avaient été exposés au débat américain : après mon passage au CAP quand j'étais à New-York dans les deux années précédant l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, j'avais lu des travaux de Richard Pipes, j'avais lu les travaux de Murray Fishbach. Autrement dit, l'idée que l'empire soviétique pouvait être entré en crise existentielle, était quelque chose qui était présent chez nombre d'entre nous. Je crois que Marc de Brichambaut peut également en témoigner de son côté.

Bien sûr, cette ambiance a très largement disparu : le dynamisme des néo-conservateurs est devenu « hubris », et du côté français, on n'a pas été dans les années qui viennent de s'écouler, dans une phase de volonté de chamboulement, j'ajoute qu'en matière de politique étrangère, ce n'est pas forcément un mal.

Deuxième raison, pour laquelle cela marchait bien, c'est que ceux que l'on n'appelait pas encore néo-conservateurs avaient parfaitement internalisé le fait qu'ils avaient besoin de nous. Même ceux qui quelquepart en leur for intérieur trouvaient insupportable l'idée de devoir travailler à travers les institutions multilatérales comme l'ONU ou l'OTAN. Le livre de Melvyn Krauss « *How NATO Weakens the West* » (1986), endossé par Irving Kristol, le néo-conservateur père du néo-conservateur William Kristol, correspondait à un sentiment qui était, qui existait sans doute chez certains des officiels mais qui était bien refoulé.

De même, une certaine détestation de l'Europe était assez bien maîtrisée. Ils savaient qu'ils avaient besoin de nous et le champ de bataille européen était le champ de bataille clé, notamment pour l'accomplissement de l'ordre du jour qui était la fin de l'empire du mal, « *Evil empire* ». Donc, on avait une convergence assez grande entre une attitude d'un côté, dynamique, et, de l'autre côté, la compréhension qu'il fallait travailler avec les Européens pour que cela puisse marcher. Cela a évidemment complètement disparu, avec ces néo-conservateurs qui en revenant aux affaires, il y a quelques années, avaient le sentiment, -et je crois que Jean-Louis a parfaitement résumé leur trajectoire-, qu'ils pouvaient tout. Ils pouvaient tout, notamment tourner le dos aux Européens, se mettre à la « mission qui détermine la coalition », (ce qui n'est pas la chose la plus sotte qu'ils aient dite soit dit en passant, car dans le cas d'espèce ce n'était pas simplement prescription mais aussi une description). Donc « l'hubris » : on n'a besoin de personne, on y va tout seul, qui nous aime nous suive ; ce n'est plus du tout le logiciel du début des années 80. Et enfin, ce n'est évidemment pas le moins important, non seulement nos intérêts étaient perçus comme étant fortement convergents mais nous partageons le sentiment qu'effectivement la marge d'erreur tolérable était relativement limitée vers le risque d'holocauste nucléaire.

Nous avons quand même une espèce de sentiment très aigu, et ceci s'est traduit peut-être sous la forme la plus aiguë chez le Président Reagan, que nous étions menacés d'une guerre thermonucléaire. Ce sont quand même des conditions, au plan psychologique, très différentes des conditions actuelles. On parlait du principe que les marges de tolérance étaient en matière d'erreur extrêmement limitées. Des intérêts convergents, c'est bien entendu l'Europe qui est le pivot, qui est au centre du conflit Est-Ouest et ce conflit Est-Ouest lui-même structure en grande partie, pas entièrement, l'ensemble des autres relations internationales que l'on peut avoir.

Du côté français, ceci était renforcé par un élément conjoncturel qui avait commencé peu avant l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand mais qui s'est traduit sous sa mandature en termes pratiques, en termes de réglementation des législations et d'attitudes politiques : c'est l'affaire Farewell, c'est la connaissance de l'intérieur, de l'effort soviétique d'obtention des technologies occidentales à travers les services français. Ceci a permis à François Mitterrand, dès le début, lors de sa première rencontre avec le Président Reagan, d'arriver avec un cadeau absolument magnifique. Les néo-conservateurs eux-mêmes, c'est à dire ceux qui ont eu au Département de la défense américain à exploiter les données Farewell, ne savaient pas quelle en était l'origine, ils l'ont su après.

Mais cette affaire explique aussi, et cela a pu surprendre à l'époque où cela se passait, pourquoi sur les sujets comme les transferts de technologies, où l'on renvoyait des responsables de la Thomson en Union soviétique pour obliger les Soviétiques à renégocier complètement les contrats qui avaient été passés du temps de Giscard avant que l'on ait eu connaissance des données Farewell, pourquoi ceci ne posait pas de problème au nouveau du gouvernement français ; pourquoi on avait relativement moins de mal à se mettre d'accord entre les Etats-Unis et nous en matière de régime de transfert de technologies, qu'il s'agisse de bloquer les transferts de technologies d'Ouest vers l'Est ou qu'il s'agisse de négocier les cadres des transferts de technologies des Etats-Unis vers la France notamment pour tout ce qui touchait au moyen de calcul qui est lié à la dissuasion nucléaire française. En fait, cela se passait effectivement

plutôt bien. Donc on avait un substrat qui était très différent de ce qu'il est aujourd'hui.

Alors où en sommes nous aujourd'hui ? Certes il y a un point commun très important entre la période de la guerre froide et la période actuelle. Quel que soit le nom qu'on accole à la période que nous vivons, c'est qu'effectivement ces deux périodes n'ont pas grand chose en commun avec les deux premières guerres mondiales : 14-18 et 39-45 furent de « vraies » guerres. La guerre froide ne l'était pas, du moins pas dans le même sens du mot.

La guerre froide a été une guerre qui a mobilisé d'énormes moyens militaires. Mais s'agissant de l'Europe, ces moyens n'ont pas été, Dieu merci, mis en œuvre et nous avons en fait un champ de bataille qui s'est déroulé autour de deux axes : un axe de dissuasion, prévention de la guerre si vous voulez ; et là il n'y a pas besoin de faire un dessin. Et un axe de persuasion, ce qu'Andropov, et avant lui Brejnev, avait essayé de faire avec les SS-20 : tenter de persuader les opinions occidentales, d'Europe occidentale, de se désolidariser par rapport aux Etats-Unis. De l'autre côté, nous avions à mener un combat pour démontrer à nos opinions publiques que le découplage n'était pas souhaitable et essayer de démontrer à ceux qui soutenaient ou toléraient la politique de l'Union soviétique qu'ils avaient tort. L'une des choses que nous avons faite pendant cette période de la crise des euro-missiles lorsqu'elle était à son paroxysme en 82-83, on a mis sur pied une « *Task force CAPesque* » où à chaque fois que se profilait soit la nécessité de réagir à une initiative soviétique, soit qu'il s'agissait d'accompagner une initiative que nous, nous allions prendre, on se mettait ensemble téléphoniquement ou réellement pour faire le « joint » en termes de communication politique de la part du gouvernement et l'information du public par les médias. Ce rappel là, je le fais parce que ce souvenir commun est approprié par rapport à la période actuelle. Les acteurs en étaient à l'époque Jean-Louis, quelqu'un que beaucoup d'entre vous ont connu, Jacques Martin, un journaliste comme Georges Bortoli, à quelqu'un qui n'est pas ici, Hubert Védrine, et j'en étais pour le compte du Ministre de la Défense.

En effet, la persuasion était le complément indispensable de la dissuasion. Nous avons fini par persuader les Soviétiques qu'ils ne pouvaient pas tenir le rythme, ce que rappelait très bien Jean-Louis. Mais nous avons aussi persuadé nos opinions publiques qu'il fallait tenir pendant les années très tendues avec les millions de manifestants contre les euro-missiles en Allemagne et ailleurs.

Et ceci nous renvoie très exactement à la situation actuelle. Certes il n'y a pas l'équivalent de la dissuasion dans la lutte contre l'hyperterrorisme, d'autres modes opératoires sont nécessaires, l'action préventive et répressive des services de renseignements, de police et ainsi de suite. Mais il y a le travail d'information, de communication, de persuasion et pour tenter d'éviter ce que souhaitent les terroristes, c'est-à-dire d'aller vers le clash, le conflit des civilisations. Et j'emploie à dessein le stéréotype de Samuel Huntington, parce que je crois il s'applique très bien par rapport à ce que souhaitent les « Qaïdistes » et aussi pour éviter de se trouver dans des situations où il y aurait une désolidarisation entre les pays, les sociétés qui sont affectés par l'hyperterrorisme.

Mais au-delà de cette similitude entre la guerre froide et la période actuelle, les différences sont non moins importantes. Pendant la guerre froide, le conflit Est-Ouest était le prisme à travers lequel on regardait peu ou prou l'ensemble des autres relations internationales. Ce n'était pas le seul paramètre, ce n'était même pas toujours le paramètre principal mais toujours, toujours on utilisait ce prisme, même quand on regardait quelle était la façon de défendre les intérêts français. Dans notre pré carré subsaharien en Afrique on intégrait peu ou prou toujours la variable pivot qui était le conflit Est-Ouest. Aujourd'hui, vous n'avez plus du tout cet élément unificateur.

Les relations entre l'Europe et la Chine, d'une part, entre les Etats-Unis et la Chine, d'autre part, ne sont pas commandées par le défi que posent Al Qaïda et l'hyperterrorisme. Et je le dis d'autant plus fortement que je ne peux être suspecté de minorer la menace que représentent Al Qaïda et l'hyperterrorisme. Je pense que c'est une menace absolument terrible ; c'est une menace qui peut nous unir et qui doit nous unir s'il s'agit de faire face à elle. Mais elle n'ordonne

pas les relations internationales, elle n'est pas un prisme à travers lequel on va naturellement regarder comment gérer à l'avenir nos relations notamment avec la Chine, comment nous allons accompagner la montée de la Chine comme la très grande puissance éventuellement rivale des Etats-Unis dans les 15 années qui viennent alors même qu'un désaccord ou un accord entre les Européens et les Américains sur la façon d'accompagner cette montée sera l'un des éléments déterminants de la nature et de la qualité des relations transatlantiques entre les Etats-Unis et l'Europe.

Paul Wolfowitz et Donald Rumsfeld ont énoncé la formule « *la mission détermine la coalition* » dans les journées qui ont suivi le 11 septembre ; elle a été utilisée d'abord par Rumsfeld quelques jours après le 11, le 17 si ma mémoire est correcte. C'est une assez bonne description, en fait, du système international vers lequel nous sommes en train de nous diriger, caractérisé par des coalitions ad hoc. Ceci ne suppose pas qu'il y ait une coalition permanente pour gérer ensemble les relations avec la Chine. Ceci ne veut pas non plus dire, et c'est d'ailleurs peut-être dommage, qu'il puisse y avoir une coalition durable transatlantique sur la façon de gérer nos relations avec le Moyen-Orient.

Compte tenu de ce qu'est la politique américaine dans la région, il n'est pas évident qu'il y ait aujourd'hui les bases d'une coalition commune en la matière. Et le paradoxe c'est que cette situation là, que les néo-conservateurs appelaient de leurs vœux, joue naturellement contre les néo-conservateurs. Ce qui a fait entre autres choses la force, la puissance et l'influence des Etats-Unis pendant toute la période du milieu des années 1940 jusqu'aux toutes premières années de l'actuelle décennie, ce qui a fait la force des Etats-Unis, c'est précisément le fait que les Etats-Unis se soient rendus indispensables comme animateur du réseau d'alliances nécessaire pour maintenir la stabilité en Asie et en Europe.

Aujourd'hui, ce besoin là a largement disparu. Les néo-conservateurs ont fort bien expliqué les réponses pour lesquelles il n'y avait plus besoin d'alliances permanentes : or cet état de fait est dorénavant là une des très grandes limites à la puissance et à

l'influence des Etats-Unis. Comme quoi il y a la vieille morale, je le dirai en anglais parce que la formule est plus savoureuse en anglais, « *you always have to beware of getting what you wish for* ». Les néo-conservateurs ont obtenu ce qu'ils voulaient et maintenant ils devront en payer le prix.

Jean-Louis GERGORIN

François, je crois que nous avons eu deux exposés extrêmement stimulants, qui m'inspirent une série de remarques. Mais je ne veux surtout pas abuser de mes fonctions. En tout cas pour le moment je me réserve pour la conclusion. Et je pense, ce qui est intéressant maintenant, c'est que ce tour de table prestigieux et chaleureux réagisse à nos deux intervenants.

En posant vos questions, renommez-vous, pour l'aspect convivial ; cela permet pour ceux qui ne se connaissent pas en trente ans de CAP de se connaître.

Alfredo VALLADÃO (*Directeur de la Chaire Mercosur. Fondation Nationale des Sciences Politiques*)

Il me semble que lorsqu'on évoque la politique française de cette époque - les années 1980 - il existe un fantôme dont personne n'a encore parlé. Peut-être est-ce le refoulé et peut-être aussi est-ce juste de le refouler. Une grande partie de la politique française à cette époque était informée par ce qu'on appelait la « question allemande ». Quand on débattait des euro-missiles, ce n'était pas seulement l'Union soviétique qui était en jeu. La discussion portait également sur le fait de savoir si le mouvement pacifiste allemand correspondait ou pas à une renaissance du nationalisme allemand. De quelle manière cela allait-il influencer la situation ? Pendant un certain temps, un sentiment presque de panique s'est emparé des divers responsables français : qu'allait-il se passer avec tous ces changements que vivait l'Allemagne ?

Inutile d'insister sur le voyage de Mitterrand à Kiev ou d'autres manifestations de cette inquiétude mais, au moment de la chute du Mur de Berlin, il y avait effectivement un fossé entre les Etats-Unis, d'un côté, la France et la Grande-Bretagne, de l'autre, concernant la question de la réunification allemande. Personne ne savait bien que faire. Il s'agissait d'un tournant de l'histoire européenne, et l'avenir de l'Allemagne, à ce moment-là était perçu comme plus important que le sort de la Russie. Pire encore, cette question a continué à diviser : lors de la crise des Balkans dans les années 1990, Allemands et Français ont adopté des politiques différentes concernant la région.

Bien sûr, le couple franco-allemand fonctionne toujours tant bien que mal, mais au sein de la diplomatie française, de la tradition de politique étrangère de la France, il y a des forces profondes qui, d'une manière ou d'une autre, ramènent toujours cette question allemande sur le tapis soit directement, soit de façon détournée. J'aurai voulu que l'on commente un peu cette question qui était posée à l'époque et qui a encore des répercussions aujourd'hui, surtout avec les discussions sur l'élargissement de l'Europe. On a pu constater un certain nombre de réticences françaises et une sorte de concurrence avec les Allemands, pour savoir qui allait « avaler » l'Europe de l'Est ou pas - la France jouant la Roumanie parce que les Allemands joueraient la Hongrie ou d'autres raisonnements de ce genre. Où en est-on donc au sujet de ces affaires ?

Benoît d'ABOVILLE (*Membre du CAP 1976-1977, Ambassadeur, Représentant permanent au Conseil de l'Atlantique Nord à Bruxelles*)

Je crois qu'effectivement le CAP a joué à cette époque un rôle très important comme lieu de réflexion critique et qu'il en a fait un bon usage. S'il est juste de lui décerner un certain nombre de satisfecit, il est aussi utile de se pencher sur les facteurs qui ont pu limiter son influence sur certains dossiers.

Il y avait alors au CAP une assez grande proximité de vue avec ce que je qualifierais d'approche « kissingérienne » de la scène

internationale, c'est-à-dire l'obsession de l'Allemagne, de l'URSS, de l'équilibre des grandes puissances, et du primat de la stabilité internationale. Au niveau des analyses, le CAP a donc trouvé assez facilement un langage commun avec un certain nombre de think tanks américains et des différents milieux washingtoniens. La relation avec les Américains a donc été un élément important du positionnement du CAP vis-à-vis des autres services du Quai d'Orsay et de la Défense.

En même temps, l'approche qui a été développée par le CAP en vue de l'élaboration d'une doctrine française du contrôle des armements et de la non-prolifération nous a conduit à nous situer de manière très originale tant vis-à-vis du NSC, du Département d'Etat et de l'ACDA que du Pentagone. Nos initiatives dans le domaine du contrôle des armements bousculaient au départ un certain nombre d'idées reçues, mais elles intervenaient opportunément au moment où les questionnements se faisaient jour aux Etats-Unis comme dans les autres pays européens.

Nous nous sommes parfois trouvés plus proche du Pentagone que du Département d'Etat sur un certain nombre de thèmes nucléaires (par exemple hostilité aux zones dénucléarisées compte tenu de nos expériences de l'époque dans le Pacifique). Sur le plan du désarmement conventionnel ou chimique c'était plutôt l'inverse. D'une manière générale, un travail patient de contacts avec les différents interlocuteurs européens et américains a débouché sur un certain nombre de propositions françaises dans le domaine du contrôle des armements : une fois les bases conceptuelles bien établies, la diplomatie des services du Quai et de la Défense a pris le relais, soulignant en l'occurrence une excellente interaction sur ces thèmes entre un service de planification et les négociateurs. L'apport du CAP a été notamment déterminant en ce qui concerne la limitation des armements conventionnels en Europe et l'insertion de cette problématique dans le cadre de ce qui était encore à l'époque celui de la CSCE (devenue l'OSCE). L'un des objectifs de l'approche développée par le CAP était d'aborder de manière nouvelle et progressive le problème des armements conventionnels dans l'ensemble de l'Europe (et non plus seulement sur une zone en Europe

centrale), d'abord par des mesures de confiance et de stabilisation ensuite par des mesures de limitation, portant non plus sur les effectifs mais sur les équipements offensifs.

Ceci était exactement le contraire de la démarche mise en œuvre depuis dix ans par nos alliés au sein la négociation B.F.R, conduite entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

Il y avait donc nécessité d'obtenir l'abandon de cette négociation, d'abord pour faire place à notre proposition ensuite pour éviter ce que nous craignons le plus, à savoir la dérive des B.F.R vers l'établissement d'une sorte de zone à statut spécial au cœur de l'Europe par le biais de l'«option 3». Ceci - nous en étions convaincus - aurait représenté une réelle hypothèque pour le développement de la coopération militaire franco-allemande et l'avenir du projet de défense européenne. Tel était d'ailleurs bien, à notre avis, le dessein des Russes à l'époque. Nous avons réussi à convaincre nos alliés de «tuer» cette négociation (on devine les réticences des délégations confortablement installées depuis une dizaine d'année à Vienne..) et, avec elle, l'idée d'une zone à statut spécial au cœur de l'Europe à la limite des deux Allemagnes. Rétrospectivement nous pouvons nous en féliciter : on peut imaginer ce qu'aurait été le débat sur la réunification allemande si les efforts de nos alliés pour aboutir à l'« option 3 » des B.F.R avaient abouti.

Le CAP a également joué un rôle très important dans le développement du nouveau cours d'une politique de non-prolifération s'attachant notamment au contrôle de transferts de matériels et de matières sensibles et de prolifération balistique.

Cette priorité du travail du CAP de l'époque sur les questions de contrôle des armements et de non-prolifération (ainsi que, dès les origines du CAP, sur les questions énergétiques) a eu comme contrepartie un moindre investissement à l'époque sur les aspects liés à l'évolution des sociétés civiles, notamment dans les pays du Pacte de Varsovie.

Aussi, comme Mme Marie Mendras l'a très bien montré, le CAP n'a pas eu la possibilité de contrebalancer efficacement le sentiment qui prévalait alors dans les milieux dirigeants, donnant la priorité à la stabilité internationale par rapport aux aspects touchant à l'évolution interne des pays de l'Est, et ce malgré l'investissement considérable de la diplomatie française dans la négociation de la CSCE

En dépit des efforts d'un certain nombre de consultants du CAP pour redresser l'équilibre - je pense à Jacques Rupnik, Pierre Hassner, Marie Mendras -, pour nous alerter sur les évolutions qui se préparaient, et maintenir un lien avec certains dissidents, ceci n'a pas débouché sur une politique concertée et délibérée, notamment au niveau de l'action locale des ambassades, à quelques exceptions individuelles près. Il se trouve que dans la suite de ma carrière j'ai eu l'occasion, des années plus tard, d'être en poste à Prague et à Varsovie : j'ai pu constater, alors que le Foreign Office avait à l'époque une analyse plus statique et conservatrice que la nôtre, combien le mode décentralisé de leurs opérateurs (universités, ONG, fondations) avait permis de travailler, en quelque sorte de manière latérale, les futurs élites de ces pays, devenus ensuite autant de relais d'influence.

Or, c'était pourtant à Paris que vivaient, au même moment, nombre des têtes pensantes de la dissidence de l'Europe Centrale. Ceux-ci, comme le groupe polonais de « Kultura » à Maisons-Laffite (Milosz, Gedroyc, Herling-Gruzinski etc...) ou les tchèques réunis autour de la revue de Pavel et Ivona Tigríd, publiaient des articles et études diffusés clandestinement dans ces pays. Ils débattaient avec passion des options de politique étrangère de leur pays. Ils allaient donc préparer intellectuellement et politiquement le retour à la démocratie.

Sur place, nos services culturels faisaient un excellent travail (par exemple par l'intermédiaire de nos « salles de lectures » que nous avions imposées dans le cadre de la négociation CSCE et qui nous permettaient de maintenir des centres culturels accessibles) mais toujours en tenant compte des limites étroites liées à une approche politique que l'on pourrait qualifier de « concordataire » vis-à-vis du pouvoir en place.

Dans quelle mesure les excellentes analyses du CAP auraient pu déboucher sur le financement d'actions d'influence en dehors des canaux traditionnels ? L'argent existait dans l'enveloppe culturelle, nous avions des offres pour travailler avec la fondation Soros, mais le CAP n'a pas réussi finalement à obtenir, à ce moment là, des moyens d'actions en dehors des circuits bureaucratiques habituels.

Les historiens pourront s'interroger sur les conséquences de ce relatif sous-investissement en termes politiques et intellectuels dans l'évolution des sociétés de l'Est. Il est probable qu'il nous a ensuite handicapé, par exemple lorsque nous avons présenté le concept de « confédération ». Celui-ci avait sa logique et sa pertinence, mais a tourné au désastre diplomatique, marquant ensuite durablement notre image par rapport à la démarche de l'élargissement.

Si l'on porte un jugement rétrospectif critique sur cette période, il y a eu également d'autres trous noirs. Beaucoup d'analyses ont porté sur l'Amérique Latine et, souvent de manière excellente sur le Proche-Orient et l'Afghanistan, mais peu par exemple sur ce qui se préparait dans les Balkans, qui à ce moment là paraissaient encore secondaires, l'attention allant prioritairement à la Russie.

Incontestablement, le CAP a joué un rôle innovant et moteur dans la modernisation de notre action extérieure notamment là où il n'existait pas de doctrine établie (non-prolifération, contrôles des armements). En revanche, il n'a pas toujours été en mesure de convaincre, en dépit de la prescience de ses analyses, là où il existait des positions bureaucratiques affirmées et des services forts pour les défendre (par exemple en Europe Centrale et orientale et pour le Proche-Orient).

Il a dû mener, comme toute institution nouvelle, une lutte pour s'imposer. Faire accepter les modes d'influence indirects par le biais de relais extérieurs non contrôlés directement par la machinerie institutionnelle classique, ou bien relevant d'approches multilatérales et de fondations étrangères (le problème du rôle des fondations françaises méritant d'ailleurs un autre débat) se heurtait à de fortes

traditions. Le fait que depuis, ces approches se soient imposées aujourd'hui, est un tribut à ce rôle de pionnier qu'a joué le CAP dans notre sérail administratif.

Tout au long cours de cette période le rôle et l'influence du CAP n'étaient pas fermement établis et dépendaient étroitement de l'attention portée à ses travaux par le Ministre et son cabinet. Le CAP a donc tissé son réseau de relations personnelles mais, sur le plan institutionnel, n'avait pas nécessairement les moyens de ses ambitions.

D'où la tentation de passer une sorte de pacte faustien : grande liberté d'analyse critique mais à condition que ceci ne remette pas en cause les grandes priorités budgétaires des services du Quai d'Orsay. En bref, vu le rapport des forces bureaucratique, le CAP a préféré jouer de son indépendance intellectuelle et la qualité de son accès aux milieux dirigeants plutôt que de rechercher un rôle institutionnel débouchant sur un rôle diplomatique direct.

Je crois que ceci a constitué, au cours de la période considérée, la grande différence entre le CAP français et ses homologues britannique et allemand, davantage insérés dans leurs réseaux administratifs respectifs.

François HEISBOURG

Plusieurs remarques.

D'abord la question de Carlos de Sa Rego parce que c'est sous ce nom là qu'effectivement il s'est fait connaître à l'époque. Je suis tenté de dire qu'une crainte peut en cacher une autre, et là, il faut vraiment distinguer entre les deux périodes, la première moitié des années 80 et deuxième moitié des années 80.

La première moitié des années 80, du moins jusqu'à la fin 83, mettons, la crainte était bien celle d'une victoire politico-psychologique de l'Union soviétique, le pire des cauchemars étant, in fine, à la fois la neutralisation de l'Allemagne et sa réunification.

Alors, on avait là deux craintes qui pouvaient se rencontrer et cela on peut le trouver dans certains écrits de Pierre Lellouche de l'époque, ou dans un livre qui n'est pas passé à la postérité d'Alain Minc, « Le syndrome finlandais » paru en 1986, selon lequel notre sort était d'être condamnés à devenir le Hong-Kong de l'Union soviétique : tel était le sort qui nous attendait avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev. Ainsi, Gorbatchev arrive début 1986 et il allait redynamiser l'URSS et nous allions être transformés en une espèce de grand comptoir pour alimenter cette nouvelle Union soviétique.

Mais il est vrai qu'à partir de 86-87, c'est la seconde crainte que l'on commence à voir dominer, c'est-à-dire la crainte de la réunification allemande. Et cela était quelque chose qui était assez prévalent et du côté de François Mitterrand et dans une partie de son entourage. C'était une lecture historique d'ailleurs tout à fait légitime et compréhensible, pas du tout médiocre, qui consistait à dire « attention à la chute des grands empires » : la chute des grands empires s'accompagne généralement de violences, de destruction, de guerre, donc attention si vraiment l'Union soviétique va lâcher prise, si vraiment l'Union soviétique est menacée, attention aux dégâts et attention à la réémergence de l'Allemagne. Là, j'ajoute tout de suite - et j'en parle d'autant plus à mon aise que je n'étais pas à Paris, je n'étais pas au CAP à l'époque, et donc je voyais tout cela de relativement loin- que si le paysage français était assez consternant par rapport à la perspective de l'unité de l'Allemagne, le paysage britannique l'était encore davantage : je me souviens à l'époque d'une réunion à Chequers, à la fin septembre 1989 où Mme Thatcher expliquait qu'après l'unité de l'Allemagne, il y aurait « *l'Anschluss* » de l'Autriche et qu'après cela les Allemands et les Japonais allaient redominer le monde- et je n'invente rien.

Le CAP, lui, pour autant que je pouvais en voir la production à l'époque, avait été assez remarquable sous son directeur de l'époque, Jean-Marie Guéhenno, qui avait d'ailleurs payé son audace et sa clairvoyance sur l'unité allemande par un exil avenue Raymond Poincaré. Le CAP pendant quelque temps s'était retrouvé dans un charmant hôtel particulier dépourvu de tous moyens et de toutes

logistiques à quelques encablures d'ici à l'époque. Là-dessus, je dirais plutôt chapeau-bas au CAP qu'autre chose.

Et enfin, et c'est là dessus que je terminerai, Benoît parlait à juste titre des moyens.

On avait à l'époque en France, fin des années 70 début des années 80, on avait une IFRI très dynamique, très décapante et une FEDN qui avait joué un rôle très utile pour convaincre les communistes et les socialistes de se rallier à la dissuasion nucléaire.

Le CAP avait, en francs réels des moyens d'intervention non négligeables (600 000 francs de l'époque en budget d'intervention). C'était à peu près 5 fois ce que représente cette somme aujourd'hui soit l'équivalent d'à peu près 500 000 euros de budget d'intervention, pour susciter des études et réunir des groupes de travail. Je pense, Gilles, que le *business model* était meilleur que celui que nous avons aujourd'hui.

Or, le fait est que dans un monde où la mission détermine la coalition, où la détermination des intérêts est en fait beaucoup plus difficile, beaucoup moins univoque qu'elle ne l'était à l'époque, les investissements d'aide à la décision deviennent infiniment plus importants qu'ils ne l'étaient à l'époque. Et quand je regarde la Chine, quand je regarde Singapour, quand je regarde le Japon, quand je regarde Israël, quand je regarde les Etats-Unis, quand je regarde l'Allemagne pour prendre des pays très différents les uns des autres auxquels j'ajouterai la Suisse, la grande super puissance Suisse : tous ces pays investissent relativement massivement dans l'aide à la décision, d'autant qu'en soi cela ne coûte pas cher alors que cela peut rapporter gros.

Au lieu de dépenser chaque année le prix d'un rivet supplémentaire sur une aile de Rafale, on dépense maintenant dans ces pays le prix de deux rivets sur une aile de Rafale. En France, on fait exactement le contraire. On marche à reculons. Et je crois que tous les directeurs d'instituts universitaires ou non universitaires travaillant sur l'aide à la décision, s'ils étaient réunis ici, approuveraient le propos que je viens de tenir. Quelque part nous ne sommes pas en train de

suivre le bon exemple qui avait été donné par les responsables successifs du CAP en la matière. Je sais que Gilles est parfaitement conscient du problème. Il fait ce qu'il peut dans la limite des moyens qui sont ceux d'un organisme comme le CAP pour faire tout ce qui est possible.

Voilà, je voulais terminer un peu sur cette note, qui peut paraître un peu corporatiste mais je crois que l'intérêt général en l'occurrence c'est qu'effectivement les moyens de l'aide à la décision soient portés à un niveau correspondant aux besoins croissants de notre pays.

Marie MENDRAS

J'ai deux petits points de réponse.

La première donc à la question d'Alfredo sur l'Allemagne. On ne peut pas dire que la question allemande était devenue plus importante même que la question soviétique. A l'époque, ce qui m'a plutôt frappé, c'était à quel point la position de la Russie était vue aussi comme cruciale dans le dossier allemand en 1989-90. Qu'est-ce qu'on peut faire si la Russie a une autre position, se refuse à la réunification allemande ? Et pour aller aussi dans le sens de ce que François Heisbourg a rappelé sur Jean-Marie Guéhenno, en juin ou juillet 1990, nous sommes allés à Moscou pour des réunions avec le CAP soviétique et le Département international du Comité Central. Et un des points à l'ordre du jour était évidemment l'Allemagne et la réunification.

Cela avait été vraiment une très grande journée, à la fois sur le fond et pour ce qui était de la méthode, c'est-à-dire aussi la spécificité du CAP qui était d'avoir des rapports qui n'étaient pas seulement formels avec les autorités soviétiques. A l'époque, il y avait le travail des ambassades, l'aspect officiel et puis le côté dissident. Entre les deux, il y avait très peu de choses. Et les contacts quand même assez privilégiés que le CAP avait pu développer avec le CAP soviétique, qui se sentait obligé d'amener quelques experts et universitaires « indépendants », s'étaient révélés au début de l'été 90 tout à fait

extraordinaires. Le matin, nous étions au Comité Central où on nous a dit : « il n'y aura jamais de réunification allemande, de toute façon c'est totalement impossible ». Et déjà en en sortant, on se disait : « Bon, c'est bien l'ambassade qui a raison ».

Mais l'après-midi nous étions reçus au ministère des Affaires étrangères. Les conseillers de Chevardnadze nous ont dit : « Mais bien sûr, l'Allemagne va se réunifier, et très vite, Gorbatchev est tout à fait d'accord ». Nous étions vraiment au cœur de la transformation. Tout s'est joué au fond à ce moment là, et le CAP avait probablement été le premier à se trouver au cœur de la contradiction à l'intérieur du système soviétique. A notre retour, nous avons rédigé une note qui s'appelait « La fin de l'URSS ? » mais qui parlait surtout du constat que l'on avait fait sur place : si le système ne fonctionnait plus sur une question aussi importante que l'Allemagne, comment allait-il pouvoir se maintenir ?

Sur la question de Benoît d'Aboville, je crois que c'est une très bonne question et on peut proposer quelques éléments de réponse institutionnels français.

D'abord, la question des ambassades qui sont le relais, l'interpréteur sur place de ce que le gouvernement étranger veut faire passer comme message, cela pose souvent des problèmes de lecture critique.

Deuxièmement, l'absence des fondations en France. On voit donc toujours le poids des institutions publiques dans la réflexion, l'analyse, l'aide à la décision. Et puis, enfin, la forteresse de l'Elysée. Sur certains sujets nous disposons de tout ce qu'il faut comme système de relais à la décision mais s'il y a une position à l'Elysée qui est pratiquement irréformable, quid du reste du système ?

Xavier de VILLEPIN (*Vice-président de la section française de l'Assemblée parlementaire de la francophonie*)

Une question sur le courant néo-conservateur, que vous avez abordé. Pendant que ce mouvement a pris son essor aux Etats-Unis,

est-ce qu'il a été objet de contestations, notamment des *think tanks* américains ? Et vous me permettez de poser une question, pas de la répéter ensuite, comment expliquez-vous sur toute l'affaire de l'Irak que les Britanniques n'aient pas eu plus d'influence sur la pensée américaine ? Parce que moi ce qui me frappe c'est quand même que les Britanniques connaissent parfaitement le sujet et qu'ils ont été les premiers, tout au moins dans le monde contemporain, à rencontrer la résistance de ce pays.

Gilles ANDREANI

Un mot sur les néo-conservateurs, et en essayant de le raccrocher au débat précédent, à la session précédente sur l'opinion française.

Je te suis très reconnaissant d'avoir fait ce lien entre les néo-conservateurs, il y a 20 ans, et le problème d'aujourd'hui. Parce que ce qui se passait il y a 20 ans, ce n'était pas forcément que les néo-conservateurs avaient raison. Leur vision était celle d'une URSS puissante, en ascension pas sur le déclin, donc en cela ils se trompaient. Mais ce qui me frappe c'est qu'ils sont arrivés à un moment où la dynamique du débat public français, du débat d'idées français, était une dynamique de montée des sentiments anti-totalitaires. Et donc cela collait assez bien, cette première moitié des années 80, avec le message néo-conservateur. On s'est retrouvés finalement arrivant tard dans la guerre froide avec un peu le zèle du néophyte en quelque sorte dans une phase du débat public français qui nous permettait de nous retrouver, disons, en bonne intelligence avec certaines des analyses néo-conservatrices, notamment l'idée que l'on allait faire face à un problème systémique dont la solution ne se trouverait que dans une transformation du système soviétique.

Deux énormes différences avec maintenant, auquel je crois qu'il faut qu'on réfléchisse.

La première c'est qu'il n'y a plus du tout la même dynamique d'opinion. C'est qu'aujourd'hui, la France unanime est extrêmement réticente à l'idée d'une quatrième guerre mondiale, d'une vision de la

menace terroriste islamiste globale comme d'un problème systémique global comparable à la guerre froide. Je crois qu'en gros, personne ne soutient cette idée ici. D'où deux craintes : la première c'est celle de l'influence néo-conservatrice continue, d'une dérive atlantique très profonde. Comment recréer les ponts dans ces conditions au moins sur le plan des idées ? Et deuxièmement, l'idée qu'on peut passer à côté de quelque chose, autrement dit, je pense que sur la fin du système soviétique, l'analyse systémique a empêché des gens, en France comme aux Etats-Unis, de voir au niveau des sociétés, au niveau où se situait Marie Mendras, des évolutions très profondes qui faisaient qu'un système totalitaire, pouvait malgré tout se défaire. Ce qui n'entraîne pas dans la vision normale de l'analyse systémique. Mais peut-être qu'aujourd'hui les gens qui disent : « il y a un problème systémique à l'œuvre dans le terrorisme international » ont malgré tout quelque chose à nous apprendre. Et peut-être qu'on risque, par rejet idéologique, de passer à côté de ce qu'ils ont à nous dire. Donc il me semble que la comparaison est très riche, elle amène surtout à beaucoup de différences.

La deuxième différence, c'est évidemment le positionnement politique des néo-conservateurs dans les années 80 et aujourd'hui. Reagan avait le bon sens, la ressource, la clarté de jugement pour, à un moment donné, faire sa religion et dire que son entourage néo-conservateur, qui lui disait plutôt de se méfier de Gorbatchev, s'était trompé. Donc cela a été Reykjavik et la rencontre de Reagan avec la réalité et à partir de ce moment là, tout a changé. Cette rencontre, disons, avec la réalité, paraît peut-être un peu plus problématique aujourd'hui. En tout cas, il n'y a pas la même relation entre le Président des Etats-Unis et, les inspirateurs de cette vision systémique des relations internationales.

Alain DEJAMMET (*Ambassadeur de France*)

Ma question est tournée vers l'avenir dans la mesure où nos débats peuvent peut-être nous éclairer sur les vertus comparées de l'action unilatérale ou de la pensée unilatérale par rapport au multilatéralisme.

Vous nous avez parfaitement rappelé, Jean-Louis, comment ceux qui ne s'appelaient pas encore les néo-cons ont gagné la guerre froide, ou pensé la gagner, essentiellement par l'étalage de la force, par l'accumulation de la force, par les prouesses militaires aussi bien qu'économiques. Mais assez peu par la diplomatie.

La question est donc : D'après vous, d'après le CAP, quelle est la part que ces penseurs américains dans ces années là, ont pu accorder à la diplomatie multilatérale, au rôle de la CSCE, à la circulation des idées que celle-ci encourageait ? Quelques bonnes âmes en France et en Europe ont cru que la CSCE avec ses fameux «paniers» avait pu jouer un rôle notamment dans l'évolution du monde soviétique. Quelle part, à votre avis, les penseurs américains de l'époque ont-ils attribué à cette activité multilatérale ? Et puis quelle était aussi l'opinion du CAP à l'époque sur l'effet éventuel de cette diplomatie, euro-atlantique, multilatérale sur le mouvement des idées à l'Est ? Quelle contribution cette diplomatie multilatérale a-t-elle apporté à l'affaiblissement du système soviétique, par rapport à la course aux armements ou à la suprématie économique ? Merci.

Marc PERRIN de BRICHAMBAUT (*Directeur, Délégation aux Affaires Stratégiques, Ministère de la Défense*)

Oui, juste un mot pour rappeler que le CAP des années 70 et 80, ça n'était pas simplement l'interface avec les néo-cons et les refuzniks, mais aussi un endroit où on a réfléchi très activement aux conséquences du choc pétrolier, au recyclage des pétro-dollars, aux problèmes de l'économie mondiale et de sa gestion avec ce qui existait à l'époque et qui s'appelait la CCEI (Conférence sur la Coopération Economique Internationale) et où le CAP jouait un rôle extrêmement direct, sur tous les problèmes de développement futur.

Au fond les thèmes de la globalisation et de la gouvernance internationale étaient des thèmes où grâce au CAP, la France jouait à l'époque un rôle important et a fait des vraies contributions dans la réflexion sur le multilatéralisme.

Donc, la vague libérale est passée par là, cette vogue a été un peu balayée, rien n'indique qu'il n'y a pas, là, matière à un come-back dans les années à venir et c'est sûrement un thème sur lequel le CAP a, à nouveau, des contributions à faire dans l'avenir.

Jean-Louis GERGORIN

Merci, nous allons conclure, donc Marie, puis je terminerai.

Sur la contestation de la pensée néo-conservatrice. Oui, elle a été très très forte au début, mais ce qui est très intéressant, c'est qu'elle venait de libéraux, des libéraux classiques.

Elle venait à la fois des kissingériens, mais qui étaient sur la défensive parce que c'est très difficile. C'était une logique d'efficacité chez Kissinger ; c'était une logique de moralité chez les libéraux, et d'efficacité. Kissinger disait, en gros, avec votre idéologie, avec votre pessimisme, avec votre paranoïa, vous êtes inefficaces, et je suis beaucoup plus habile que vous pour contenir la puissance soviétique. Et le problème, c'est que la vision kissingérienne de la détente s'est détériorée au fur et à mesure que l'Union soviétique exploitait la crise interne des Etats-Unis post-Watergate. Et donc Kissinger a été de plus en plus affaibli face aux prémices du néo-conservatisme qui se manifestait. D'ailleurs, à la fin de l'administration, Ford a viré Kissinger. C'était Rumsfeld qui l'a remplacé, déjà Rumsfeld, qui contestait beaucoup (soutenu par Jackson à l'époque déjà) les accords SALT.

Et, les coups d'Etat successifs, l'Angola, l'Ethiopie, le Sud Yémen puis à la fin l'invasion de l'Afghanistan, ont quand même démontré de façon concrète que la politique kissingérienne de détente ne fonctionnait pas bien ou pas du tout. Et cela a beaucoup affaibli Kissinger, qui n'est jamais revenu aux affaires, je vous le rappelle, malgré trois Présidents républicains qui se sont succédés à partir de 1980.

Donc, l'autre contestation des néo-conservateurs, était la contestation des libéraux classiques et démocrates multilatéralistes.

Mais, à l'époque, les débats portaient beaucoup sur la gravité de la menace soviétique et notamment sur l'effort militaire. Or, il faut quand même voir que les libéraux se sont complètement « plantés » et que sur toute une série de choses que disaient les néo-conservateurs, si on regarde rétrospectivement, ils avaient raison.

Je me souviens qu'à l'époque les néo-conservateurs, enfin les faucons à l'époque, disaient que l'Union soviétique dépensait, en part du PNB consacrée à la défense, entre 15 et 20% ; et les libéraux, les colombes, disaient de 8 à 12. La réalité, comme on le sait, c'est probablement 25 à 35, si ce n'est plus. Il faut donc se rendre compte que rétrospectivement, c'est quand même très frappant.

Il y a eu un autre débat concernant le rôle que jouaient les services soviétiques dans le terrorisme international. Les libéraux disaient paranoïa. Les faucons - on parlait à l'époque plutôt des faucons plutôt que des conservateurs - disaient mais non, ils sont derrière. Là aussi, toutes les archives, tout ce qu'on a su après l'effondrement de l'Union soviétique ont prouvé que la vérité était plutôt du côté des faucons. Il y a toute une série d'exemples.

Donc, il s'est créé dans l'esprit de ceux qui effectivement sont devenus des conservateurs, un sentiment, de ce que l'on peut appeler « *self-righteousness* », d'avoir eu raison, d'avoir toujours raison, de voir les choses alors que les autres sont des naïfs. Et ils ont le sentiment d'être des « Churchill » des temps modernes, c'est-à-dire ceux qui voient les menaces, ceux qui sont lucides, qui ne sont pas des munichois. Il y a tout un aspect idéologique qu'en plus leurs pères spirituels, Irving Kristol, Norman Podhoretz, etc., très influencés par l'aventure des intellectuels européens entre les deux guerres, ont apporté. Il y a toute une série de choses sur le rôle d'un certain nombre d'inspireurs émigrés d'Europe dans la pensée néo-conservatrice.

Je voudrais revenir juste à une question de Benoît d'Aboville sur le problème, qui est très intéressant effectivement, des oppositions

dans les partis, du conflit qui existe entre le rôle qui est celui du CAP, notamment par les consultants, d'avoir des liens multiples avec l'ensemble des forces intellectuelles, politiques d'un pays et le rôle des ambassades qui est de maintenir une meilleure relation possible avec les structures politiques officielles et autorisées.

C'est toujours quelque chose qui est central au Quai d'Orsay. Le Quai d'Orsay, par rapport à d'autres ministères, a toujours beaucoup de difficultés, dans les pays totalitaires ou autoritaires, à parler avec les oppositions. Et j'ai quelques anecdotes aussi.

Je sais que Marie va sourire, parce que ce sont des anecdotes historiques, mais c'est vrai, Jean-Luc Domenach, dont on n'a pas parlé, qui était un consultant important du CAP, a été le premier à établir en 1980 des relations avec Solidarnosc qu'il avait eues par l'intermédiaire de Jacques Chérèque de la CFDT et qui ont été très importantes. Et on a reçu au CAP les représentants de Solidarnosc. Je me souviens que l'ambassadeur à Varsovie, ton prédécesseur Serge Boidevaix, a protesté vigoureusement contre la scandaleuse rencontre que Jean-Luc Domenach y avait pourtant tenue avec le Centre d'Analyse et de Prévision, puisqu'il était CERI, avec Walesa. Alors je crois qu'en Afghanistan, c'était un peu plus simple, parce que c'est un pays en guerre. Mais Olivier Roy est allé, financé par le Centre d'Analyse et de Prévision, faire ses voyages en Afghanistan pendant toute la période critique et d'autres ont suivi.

Donc je crois que le CAP a un rôle important à jouer. Je crois qu'il y a maintenant le programme de visites officielles et qui est très large, mais c'est certainement une orientation très importante.

Alors je voudrais terminer là dessus, sur ce point précis, par une recommandation pour l'avenir du CAP. Le rôle des fondations politiques a été évoqué. Il me paraît très important et je suggère, Gilles je me permets de te suggérer, d'inviter les dirigeants et de la Fondation pour l'Innovation Politique et de la Fondation Jean Jaurès, que vous regardiez ensemble comment travailler avec ces deux grandes fondations politiques (et je trouve que c'est un grand succès qu'il y ait maintenant ces deux grandes fondations en France) dans le

domaine des relations internationales. Je pense même qu'elles devraient être subventionnées de façon égale à cette fin parce que malheureusement les partis politiques en France, quoiqu'on en dise, ne sont pas aussi riches qu'on ne le pense. Je crois que ce serait important de développer, en tout cas les entreprises sont prêtes à aider ces deux fondations, de développer de vrais réseaux internationaux avec le CAP.

Je terminerai sur l'économie sur le point d'Alain Dejammet qui est important. Il est très important et très intéressant.

C'est qu'en fait, Alain, dès le départ, les bébés néo-conservateurs, qui n'étaient que des faucons, ont été plus intéressés par la troisième corbeille de la CSCE que ne l'étaient les kissingériens. Les grands adversaires des droits de l'Homme et du volet droits de l'Homme de la CSCE, les grands adversaires des dissidents de tout poil, c'étaient Kissinger et Sonnenfeldt, qui n'ont jamais considéré que leur vocation était de préserver la démocratie et les droits de l'Homme dans le monde. D'ailleurs, un certain nombre de pays d'Amérique latine entre autres en ont fait le constat. Et en revanche (effectivement je me souviens très bien de discussions à l'époque avec Perle qui était démocrate), l'utilisation de l'Acte final de la CSCE pour défendre les droits à l'immigration, notamment des juifs soviétiques, pour intervenir sur les affaires des droits de l'Homme a été dès le départ très présent chez les néo-conservateurs, chez les bébés néo-conservateurs, parce qu'ils ne s'appelaient pas encore comme cela, et ils ont établi très vite des liens avec les dissidents.

Au contraire, s'il y a une chose qui se produisait, c'est que dès qu'il y avait un nouveau dissident, un nouveau transfuge venant de l'Union soviétique, il était accueilli dans les centres intellectuels néo-conservateurs ou conservateurs ouverts à l'American Enterprise Institute. Quelqu'un comme Dimitri Simes qui était probablement un agent double, même s'il ne l'est plus maintenant par définition, a été complètement mobilisé, utilisé. Donc il y avait une interpénétration constante avec ce monde de la dissidence ce qui d'ailleurs, -je reprends ce que Gilles a dit très justement- explique une certaine affinité

intellectuelle avec la gauche anti-totalitaire française. C'est-à-dire qu'à l'époque où les néo-conservateurs commençaient, nous avons les nouveaux philosophes et Bernard-Henri Lévy qui stigmatisaient le totalitarisme. En ce sens, ils sont restés assez fidèles à leurs idées, quand maintenant ils veulent établir la démocratie universelle comme la démocratie de marché comme solution au problème du monde islamique, au problème de développement du monde islamique, au problème du Proche-Orient, ils restent fidèles à leur jeunesse.

Alors je vais vous raconter une anecdote. Au mois de janvier, il y a eu un déjeuner très CAPesque, organisé par le Ministre des Affaires étrangères de l'époque en l'honneur de Kissinger auquel le Ministre de l'époque a bien voulu m'inviter. Et Pierre Vimont était aussi présent. Effectivement, il y a eu un moment où Kissinger s'est énervé et il a dit au fond *« ces néo-conservateurs ce ne sont que des trotskistes, regardez des trotskistes tous, au départ Kristol était trotskiste, Perle c'est un trotskiste, et ils ne vont pas changer, ils veulent toujours faire la révolution permanente »*. C'est pourquoi ils veulent imposer leur vision idéologique, les droits de l'homme, la démocratie, etc. Des pays qui n'en ont rien à faire, ils sont un danger permanent car ils sont pour la révolution permanente.

Sur ce, une dernière remarque pour revenir au Centre d'Analyse et de Prévision. Je suis d'accord avec toi, Marc, n'oublions pas ni dans le passé ni dans l'avenir, le rôle que le Centre d'Analyse et de Prévision a joué dans toutes ces questions économiques internationales, sur les questions énergétiques, sur le dialogue Nord-Sud, deux sujets sur lesquels tu as beaucoup travaillé, sur les questions technologiques. Je crois que justement on se souvient du premier rapport de Philippe Delmas qui s'appelait « Le cow boy et le samouraï » et qui était sur la compétitivité. La compétition qui allait venir à la fois du Japon et de la Silicon Valley, sur un certain nombre de mouvements technologiques.

Je rappelle, petit rectificatif historique, si le CAP a été exilé ce n'est pas uniquement pour la position de Jean-Marie Guéhenno sur les affaires de réunification allemande. Cela a été un facteur important mais le prétexte a été la note jugée scandaleuse que Thierry Miléo a

faite pour dire que la télévision numérique était la technologie d'avenir et pas du tout la télévision de haute définition pour laquelle la France et la Communauté européenne dépensaient des milliards. Il a été qualifié par un porte-parole du Quai d'Orsay comme consultant n'ayant pas la totalité de ses moyens intellectuels, employé par une structure consultative sans aucune responsabilité.

C'était la définition qui, je pense, avait été donnée du Centre d'Analyse et de Prévision et qui a été simultanée à la décision d'exil, décision d'exil qui est une commutation d'une peine de mort, puisque le Ministre de l'époque avait décidé, il me l'a confirmé après, de supprimer le Centre d'Analyse et de Prévision. Et c'est grâce à l'action conjointe d'Hubert Védrine et de Michel Rocard, pour une fois c'est vraiment le seul point sur lequel ces deux éminentes personnalités ont jamais été d'accord, qui ont convaincu, Roland Dumas de ne pas supprimer le CAP, de se contenter d'un exil. Exil dont Bruno [Racine] l'a fort heureusement tiré, c'est comme le retour de Mahomet à la Mecque, Bruno a ramené le CAP du lointain seizième arrondissement au Quai d'Orsay.

Donc, l'économie c'est très important, et je pense qu'il y a beaucoup de sujets d'avenir. Alors je terminerai, comme l'histoire ne fait que se répéter, sur la première note que je n'ai pas signée, parce qu'elles étaient anonymes, et que j'ai rédigée ou co-rédigée en août ou septembre 73 : « *Risques d'embargo pétrolier pendant l'hiver 73-74* ». Je pense que nous rentrons, et là je parle en tant qu'industriel, dans une période pour des raisons à la fois géologiques et géopolitiques, dans une période où les questions énergétiques, les questions de prix du pétrole vont devenir de plus en plus importantes et je crois que le CAP a beaucoup, beaucoup à faire dans ce domaine. Merci.

*